

# Journée Internationale de Lutte contre les Violences faites aux Travailleur·se·s Du Sexe



*Les organisations Héraultaises se mobilisent*

**Mercredi 14 Décembre à 20h**

Cinéma Utopia Montpellier

« Au Cœur du Bois » de *Claus Drexel*,  
suivi de témoignages de TDS

**Samedi 17 Décembre à 14h**

Rassemblement et animations  
devant la préfecture de Montpellier



## 17 DÉCEMBRE JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX TRAVAILLEUR•SE•S DU SEXE.

Mobilisons-nous pour garantir à chacun•e son droit fondamental de vivre à l'abri des violences !

Nous avons marché le 19 Novembre contre les violences sexistes et sexuelles qui trouvent racine dans le **patriarcat** et se situent au croisement d'autres **discriminations, oppressions**.

Nous nous retrouvons, associations signataires de cet appel, le 17 décembre pour la journée internationale de lutte contre les violences faites aux travailleur•se•s du sexe, pour dénoncer les violences et discriminations spécifiques qu'iels subissent, ainsi que les conséquences des politiques répressives qui les aggravent.

Car en 2022, les témoignages sont toujours aussi nombreux de ces **violences multifformes** : agressions physiques, viols, vols, agressions verbales, menaces ou répressions policières, exploitations, violences institutionnelles...

Les personnes sont toujours **stigmatisées** par la société du fait de leur activité, qui considère que les violences font parties intégrantes du travail du sexe. Ces discours normalisent cette violence.

**Personne, quel que soit son métier, ne devrait subir de violence. Les travailleur•euse•s du sexe ne font pas exceptions !**

Iels ont le droit d'exercer le travail sexuel dans des conditions sécurées.

Nous dénonçons également les dispositions législatives qui participent à l'aggravation de ces violences. **La mise en œuvre depuis 2016 de la loi** qui prévoit notamment la pénalisation des client•e•s d'actes sexuels tarifés, participe à la détérioration des conditions de vie et de travail des personnes. Pour que leurs client•e•s ne soient pas verbalisé•e•s, les TDS sont amené•e•s à travailler dans des endroits plus isolés et donc plus dangereux pour elleux. Cette loi a modifié le rapport de forces entre les client•e•s et les travailleur•euse•s du sexe, et provoque davantage de difficultés à sécuriser les pratiques (notamment le port du préservatif), et imposer les prix aux client•e•s. Alors même que les personnes sont particulièrement exposées à de nombreuses formes de violences, **le recours aux forces de l'ordre reste extrêmement difficile**. Iels risquent en effet la stigmatisation ou la répression du simple fait d'exercer le travail du sexe et/ou de ne pas être de nationalité française.

**Nous nous unissons pour dénoncer la violence institutionnelle faites aux travailleur.euse.s du sexe** que sont les politiques répressives nationales et locales impactant les conditions de vie ainsi que l'accès aux soins et aux droits des personnes concerné•e•s. Ces politiques dont l'objectif annoncé est de lutter contre la prostitution, ont pour effet d'invisibiliser les personnes qui exercent cette activité.

Pire, **elles aggravent la situation de précarité** des TDS, mettent leur santé en danger, et les exposent à des violences plus grandes.

Nous appelons les pouvoirs publics à sortir du déni, à admettre l'échec des politiques répressives, et à ouvrir le dialogue nécessaire à la construction de politiques protectrices et favorables à la santé des travailleur•se•s du sexe, pour iels et avec iels.

**L'invisibilisation des violences et la putophobie tuent, souvenons-nous des disparu•e•s.**